

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE

B — N° 27

20 juin 2000

S o m m a i r e

Arrêté ministériel du 17 mai 2000 portant approbation des modifications des statuts de la société de secours mutuels «Mutuelle de l'Union Grand-Duc Adolphe»	page 454
Administration des Ponts et Chaussées – Vacance de poste.	455
Carrières universitaires de l'Etat – Postes vacants	455
Courtiers d'assurances – Agréments accordés pendant le mois d'avril 2000	456
Entreprises d'assurances – Agréments d'agents d'assurances retirés et agents d'assurances agréés pendant le mois d'avril 2000.	456
Fonds de Solidarité Viticole – Cotisation pour 2000	458
Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse – Services pour personnes âgées - Agrément	458
Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse – Services pour personnes handicapées – Agréments.	458
Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse – Structures d'accueil sans hébergement pour enfants – Agréments.	459
Santé – Art de guérir	460
Indigénat – Recouvrements	460

Arrêté ministériel du 17 mai 2000 portant approbation des modifications des statuts de la société de secours mutuels «Mutuelle de l'Union Grand-Duc Adolphe».

Le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale,

Vu la loi modifiée du 7 juillet 1961 concernant les sociétés de secours mutuels ;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 1961 déterminant le fonctionnement des sociétés de secours mutuels;

Vu l'avis du Conseil Supérieur de la Mutualité;

Constatant que les modifications des statuts de la société de secours mutuels «Mutuelle de l'Union Grand-Duc Adolphe» sont conformes aux dispositions des lois et règlements ;

Constatant, en outre, que les recettes assurées sont suffisantes pour faire face aux prestations statutaires de la société;

Arrête:

Art. 1^{er}. Les modifications des statuts de la société de secours «Mutuelle de l'Union Grand-Duc Adolphe» sont approuvées.

Art. 2. Le présent arrêté, avec en annexe les nouvelles dispositions statutaires, est publié au Mémorial.

Luxembourg, le 17 mai 2000.

*Le Ministre de la Santé
et de la Sécurité sociale*

Carlo Wagner

ANNEXE

**Modifications des statuts de la société de secours mutuels
«Mutuelle de l'Union Grand-Duc Adolphe»**

1° Les articles 9 et 10 auront la teneur suivante :

«Art. 9.

En cas de décès d'un sociétaire d'une société-membre effective, le conjoint survivant a droit à une indemnité funéraire fixée comme suit:

sociétaire âgé de 15 à 40 ans:	4.840 LUF, au nombre indice 100 du coût de la vie
sociétaire âgé de 41 à 60 ans:	3.630 LUF, au nombre indice 100 du coût de la vie
sociétaire âgé de plus de 60 ans:	2.420 LUF, au nombre indice 100 du coût de la vie.

A défaut de conjoint survivant, sont à considérer comme ayants droit par ordre:

- a) les descendants en ligne directe;
- b) les ascendants en ligne directe;
- c) les collatéraux.

A défaut d'ayant droit statutaire, l'indemnité funéraire sera versée à la société-membre effective.

Si le sociétaire avait, au moment de son décès un ou plusieurs enfants à sa charge et pour lesquels il touchait des allocations familiales, ces enfants ont droit à une indemnité funéraire fixée comme suit:

- a) 3.630 LUF, au nombre indice 100 du coût de la vie, pour le premier enfant,
- b) 4.840 LUF, au nombre indice 100 du coût de la vie, pour le deuxième enfant,
- c) 7.261 LUF, au nombre indice 100 du coût de la vie, pour le troisième enfant et pour chaque enfant au-delà du troisième.

Une indemnité funéraire de 2.420 LUF, au nombre indice 100 du coût de la vie, est versée au sociétaire d'une société-membre effective en cas de décès de son conjoint.

L'indemnité pécuniaire est payable contre remise du certificat de décès.

Le délai de prescription au-delà duquel les ayants droit ne sont plus admis à faire valoir leur droit aux prestations, est fixé à deux années à compter de la date du décès du sociétaire.

Art. 10.

En cas de décès d'un sociétaire individuel, tel que défini à l'article 3, paragraphe 4, des présents statuts, une indemnité funéraire est versée aux héritiers.

Cette indemnité est fixée:

- a) à 10.004 LUF, si le sociétaire individuel a été admis avant l'âge de 61 ans, et
- b) à 6.010 LUF, si le sociétaire individuel avait atteint ou dépassé l'âge de 61 ans lors de son admission. »

2° L'alinéa 1 de l'article 15 aura la teneur suivante :

« Art. 15.

La Mutuelle est administrée par un conseil d'administration. Il se compose de 4 membres à désigner par l'assemblée générale et de 5 membres à désigner par le comité central de l'UGDA parmi ses membres. »

3° Les articles 18 à 22 auront la teneur suivante :

« **Art. 18.**

Le conseil d'administration choisit en son sein

- a) le président,
- b) trois vice-présidents,
- c) le secrétaire général et
- d) le trésorier général.

L'un des vice-présidents est choisi parmi les membres désignés par le comité central de l'UGDA et les deux autres parmi les membres élus par l'assemblée générale de la Mutuelle.

Art. 19.

Les missions du président sont les suivantes:

- a) il convoque et préside l'assemblée générale et les séances du conseil d'administration, ainsi que toute autre manifestation de la Mutuelle;
- b) il veille à une stricte observation des statuts, ainsi qu'à l'exécution des décisions prises par l'assemblée générale et du conseil d'administration;
- c) il assure la gestion journalière de la Mutuelle;
- d) il signe toutes les pièces officielles;
- e) il représente la Mutuelle judiciairement et extrajudiciairement.

En accord avec le conseil d'administration, il peut déléguer la gestion journalière au secrétaire général.

Art. 20.

Les vice-présidents remplacent le président dans ses fonctions énumérées à l'article 19, sub a), en cas d'absence ou d'empêchement. Ces remplacements se font selon l'ancienneté en rang des vice-présidents. En cas d'empêchement de ceux-ci, le président est remplacé par le membre du conseil d'administration par rang d'ancienneté.

Art. 21.

Le secrétaire général a pour mission d'établir les comptes rendus des activités et de rédiger les procès-verbaux des réunions afin de pouvoir régulièrement documenter les sociétés affiliées, le conseil d'administration de la Mutuelle et le comité central de l'UGDA.

Il remplace le président dans ses fonctions énumérées à l'article 19, sub b), c), d) et e).

Art. 22.

Le trésorier général est chargé:

- a) de la gestion financière journalière de la Mutuelle;
- b) de la comptabilisation des recettes et des dépenses;
- c) de l'établissement du décompte annuel. »

Administration des Ponts et Chaussées. – Vacance de poste. – Il est porté à la connaissance des intéressés que l'Administration des Ponts et Chaussées accuse une vacance de poste dans la carrière supérieure de l'employé universitaire de formation informatique.

Carrières universitaires de l'Etat. – Postes vacants.

Examen-concours: session du 21 juillet 2000 (recrutement externe)

Le relevé des postes vacants pour l'examen-concours en vue de l'admission au stage des fonctions administratives de la carrière supérieure des administrations de l'Etat et des établissements publics tel qu'il a été publié au Mémorial B N° 24 du 2 juin 2000 est complété comme suit:

Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative:
formation exigée:

1 vacance de poste

un cycle universitaire complet de quatre années en **droit** ou en **économie**

Ministère de l'Education nationale et des Sports - SCRIPT:
formation exigée:

1 vacance de poste

un cycle universitaire complet de quatre années en **économie** (en outre, des connaissances certifiées en statistiques appliquées sont requises)

Courtiers d'assurances. – Agréments accordés pendant le mois d'avril 2000.
 (conformément à l'article 107 de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances)

<i>Nom et domicile</i>	<i>Date de l'agrément</i>
DELTA CONCEPT INVESTISSEMENT S.A. 6, place de Nancy L-2212 Luxembourg	28.04.2000
White Raymond c/o DELTA CONCEPT INVESTISSEMENT S.A. 6, place de Nancy L-2212 Luxembourg	28.04.2000

Entreprises d'assurances. – Agréments d'agents d'assurances retirés pendant le mois d'avril 2000.

<i>Nom et domicile</i>	<i>Entreprises d'assurances</i>	<i>Date du retrait</i>
Hansen Nico, Bissen	AXA ASSURANCES	10.4.2000
Anen Madeleine ép. Mausen, Esch-sur-Alzette	LE FOYER ASSURANCES LE FOYER VIE	26.4.2000
Block Danielle ép. Flesch, Pétange	LA LUXEMBOURGEOISE LA LUXEMBOURGEOISE-VIE	26.4.2000
Keipes Romain, Heisdorf	SWISS LIFE	10.4.2000

Entreprises d'assurances. – Agents d'assurances agréés pendant le mois d'avril 2000.

<i>Nom et domicile</i>	<i>Entreprises d'assurances</i>	<i>Date de l'agrément</i>
Pierret Olivier, Christnach	AZUR-VIE	27.4.2000
Block Danielle ép. Flesch, Pétange	BALOISE ASSURANCES BALOISE VIE	26.4.2000
Daprice Stefanino, Pétange	BALOISE ASSURANCES BALOISE VIE	27.4.2000
Desprez Nadine ép. Ries, Gonderange	BALOISE ASSURANCES BALOISE VIE	10.4.2000
Keipes Romain, Heisdorf	BALOISE ASSURANCES BALOISE VIE	10.4.2000
Kuborn Jean-Marie, Eschdorf	BALOISE ASSURANCES BALOISE VIE	27.4.2000
May Gérald, Itzig	BALOISE ASSURANCES BALOISE VIE	27.4.2000
Zimer François, Niederkorn	BALOISE ASSURANCES BALOISE VIE	14.4.2000
Hilbert Sandy, Hoscheid-Dickt	FORTIS LUXEMBOURG IARD FORTIS LUXEMBOURG VIE	27.4.2000
Jacoby Daniel, Mertzig	FORTIS LUXEMBOURG IARD FORTIS LUXEMBOURG VIE	14.4.2000
Jacoby Ted, Diekirch	FORTIS LUXEMBOURG IARD FORTIS LUXEMBOURG VIE	27.4.2000
Dias José, Moutfort	LE FOYER ASSURANCES LE FOYER VIE	14.4.2000
Dos Santos Palma Ilda ép. Fernandes, Luxembourg	LE FOYER ASSURANCES LE FOYER VIE	14.4.2000
Gonzalez Torres Francisco, Beyren	LE FOYER ASSURANCES LE FOYER VIE	14.4.2000

<i>Heinz Annick, Schengen</i>	LE FOYER ASSURANCES LE FOYER VIE	14.4.2000
<i>Lambert Philippe, Luxembourg</i>	LE FOYER ASSURANCES LE FOYER VIE	14.4.2000
<i>Salloux Erwan, Luxembourg</i>	LE FOYER ASSURANCES LE FOYER VIE	14.4.2000
<i>Becker Manuela, Esch-sur-Alzette</i>	HAMBURG-MANNHEIMER	19.4.2000
<i>Diederich Michel, Remich</i>	HAMBURG-MANNHEIMER	14.4.2000
<i>Herpin Anne ép. Guignard, Luxembourg</i>	HAMBURG-MANNHEIMER	14.4.2000
<i>Morocutti Ilario, Strassen</i>	HAMBURG-MANNHEIMER	14.4.2000
<i>Nogueira Alves Daniel, Belvaux</i>	HAMBURG-MANNHEIMER	14.4.2000
<i>Semeraro Noël, Lasauvage</i>	HAMBURG-MANNHEIMER	27.4.2000
<i>Winandy Danielle ép. Degrotte, Capellen</i>	HAMBURG-MANNHEIMER	14.4.2000
<i>Blum Yves, Fischbach</i>	INTERLUX Assurances Maladie	27.4.2000
<i>Lefevre Daniel, Pétange</i>	INVESTLIFE	10.4.2000
<i>Anen Madeleine ép. Mausen, Esch-sur-Alzette</i>	LA LUXEMBOURGEOISE LA LUXEMBOURGEOISE-VIE	26.4.2000
<i>Aversa Jean-Pierre, Bereldange</i>	LA LUXEMBOURGEOISE	10.4.2000
<i>Berend Nadine ép. Hoffmann, Luxembourg</i>	LA LUXEMBOURGEOISE LA LUXEMBOURGEOISE-VIE	27.4.2000
<i>Da Silva Carmen ép. Goncalves, Steinheim</i>	LA LUXEMBOURGEOISE	26.4.2000
<i>Damiani Nadia, Dudelange</i>	LA LUXEMBOURGEOISE LA LUXEMBOURGEOISE-VIE	14.4.2000
<i>Flammang Pia ép. Meier, Lipperscheid</i>	LA LUXEMBOURGEOISE LA LUXEMBOURGEOISE-VIE	14.4.2000
<i>Hansen Danielle ép. Pax, Marnach</i>	LA LUXEMBOURGEOISE LA LUXEMBOURGEOISE-VIE	27.4.2000
<i>Hansen Nico, Bissen</i>	LA LUXEMBOURGEOISE LA LUXEMBOURGEOISE-VIE	26.4.2000
<i>Ernest HERMES S.A. représentée par M. Hermes Ernest, Steinsel</i>	LA LUXEMBOURGEOISE LA LUXEMBOURGEOISE-VIE	19.4.2000
<i>Menei Daniela, Bofferdange</i>	LA LUXEMBOURGEOISE LA LUXEMBOURGEOISE-VIE	14.4.2000
<i>Philippe Steve, Luxembourg</i>	LA LUXEMBOURGEOISE LA LUXEMBOURGEOISE-VIE	27.4.2000
<i>Putz Serge, Differdange</i>	LA LUXEMBOURGEOISE LA LUXEMBOURGEOISE-VIE	14.4.2000
<i>Reuter Christian, Roeser</i>	LA LUXEMBOURGEOISE LA LUXEMBOURGEOISE-VIE	14.4.2000
<i>Richter Jeannine ép. Faha, Esch-sur-Alzette</i>	LA LUXEMBOURGEOISE LA LUXEMBOURGEOISE-VIE	27.4.2000
<i>Rischarde Christian, Dudelange</i>	LA LUXEMBOURGEOISE LA LUXEMBOURGEOISE-VIE	14.4.2000
<i>Rischarde Julien, Bascharage</i>	LA LUXEMBOURGEOISE LA LUXEMBOURGEOISE-VIE	14.4.2000
<i>Serres Colette, Wahlhausen</i>	LA LUXEMBOURGEOISE LA LUXEMBOURGEOISE-VIE	14.4.2000
<i>Szöllösy Alex, Sanem</i>	LA LUXEMBOURGEOISE LA LUXEMBOURGEOISE-VIE	26.4.2000
<i>Thomé Raoul, Bettembourg</i>	LA LUXEMBOURGEOISE LA LUXEMBOURGEOISE-VIE	14.4.2000

Travanca Amadeo, Mondercange	LA LUXEMBOURGEOISE LA LUXEMBOURGEOISE-VIE	14.4.2000
Weisgerber Nancy, Esch-sur-Alzette	LA LUXEMBOURGEOISE LA LUXEMBOURGEOISE-VIE	14.4.2000
Delcroix Denis, Nospelt	P&V ASSURANCES	14.4.2000
Geffe Simon, Ettelbruck	P&V ASSURANCES	27.4.2000
Lucas Vincent, Bivange	P&V ASSURANCES	27.4.2000
Maggio Patrizio, Luxembourg	P&V ASSURANCES	14.4.2000
Nardello Mike, Dudelange	P&V ASSURANCES	14.4.2000

Fonds de Solidarité Viticole. – Cotisation pour 2000. – Suivant décision du Comité-directeur du Fonds de Solidarité Viticole du 31 mai 2000, approuvée le 2 juin 2000 par le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, la contribution à payer par les exploitations viticoles est fixée à 3.500.- (trois mille cinq cents francs) pour l'année 2000 par hectare de vignes en exploitation.

Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse. – Services pour personnes âgées. - Agrément. – Par arrêté ministériel du 25 mai 2000, l'agrément provisoire a été accordé à l'organisme gestionnaire «Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique», ayant son siège à 17, avenue des Alliés, L-9012 Ettelbruck, pour l'exercice de l'activité de «maison de soins» à l'adresse 17, avenue des Alliés, L-9012 Ettelbruck.

L'agrément provisoire a été enregistré sous le numéro A/16/00.

Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse. – Services pour personnes handicapées. – Agrément. – Par arrêté ministériel du 24 mai 2000, l'agrément provisoire a été accordé à l'organisme gestionnaire «Association pour la création de foyers pour jeunes asbl» ayant son siège à Diekirch, 146, rue Bamerthal, pour l'exercice de son activité du service d'hébergement appelé «Foyer Bamerdal», sis à Diekirch, 146, rue Bamerthal.

L'agrément provisoire est valable jusqu'au 31 décembre 2001 au plus tard.

L'agrément provisoire est enregistré sous le numéro 9902/1.

Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse. – Services pour personnes handicapées. – Agrément. – Par arrêté ministériel du 24 mai 2000, l'agrément provisoire a été accordé à l'organisme gestionnaire «Foyer Eislecker Heem Lullange asbl» ayant son siège à L-9701 Clervaux, B.P. 48, pour l'exercice de son activité du service d'hébergement appelé «Eislecker Heem», sis à Lullange, maison 30..

L'agrément provisoire est valable jusqu'au 31 décembre 2001 au plus tard.

L'agrément provisoire est enregistré sous le numéro 9903/1.

Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse. – Services pour personnes handicapées. – Agrément. – Par arrêté ministériel du 24 mai 2000, l'agrément provisoire a été accordé à l'organisme gestionnaire «Fondation Ligue HMC» ayant son siège à Capellen, 82, route d'Arlon, pour l'exercice de son activité du service d'hébergement appelé «Bouneweger Haus», sis à Luxembourg, 4, rue M.S. Beving.

L'agrément provisoire est valable jusqu'au 31 décembre 2001 au plus tard.

L'agrément provisoire est enregistré sous le numéro 9901/1.

Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse. – Services pour personnes handicapées. – Agrément. – Par arrêté ministériel du 24 mai 2000, l'agrément provisoire a été accordé à l'organisme gestionnaire «Fondation Ligue HMC» ayant son siège à Capellen, 82, route d'Arlon, pour l'exercice de son activité du service d'hébergement appelé «Saemo», situé à Luxembourg, 80, rue du Cimetière.

L'agrément provisoire est valable jusqu'au 31 décembre 2001 au plus tard.

L'agrément provisoire est enregistré sous le numéro 9901/2.

Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse. – Services pour personnes handicapées. – Agrément. – Par arrêté ministériel du 24 mai 2000, l'agrément provisoire a été accordé à l'organisme gestionnaire «Fondation Ligue HMC» ayant son siège à Capellen, 82, route d'Arlon, pour l'exercice de son activité du service d'hébergement appelé «Millebacher Haus», situé à Luxembourg, 1, rue des Sept Arpents.

L'agrément provisoire est valable jusqu'au 31 décembre 2001 au plus tard.

L'agrément provisoire est enregistré sous le numéro 9901/3.

Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse. – Services pour personnes handicapées. – Agrément. – Par arrêté ministériel du 24 mai 2000, l'agrément provisoire a été accordé à l'organisme gestionnaire «Fondation Ligue HMC» ayant son siège à Capellen, 82, route d'Arlon, pour l'exercice de son activité du service d'hébergement appelé «Beggenger Haus», situé à Luxembourg, 54, rue Cyprien Merjai.

L'agrément provisoire est valable jusqu'au 31 décembre 2001 au plus tard.

L'agrément provisoire est enregistré sous le numéro 9901/4.

Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse. – Services pour personnes handicapées. – Agrément. – Par arrêté ministériel du 24 mai 2000, l'agrément provisoire a été accordé à l'organisme gestionnaire «Fondation Ligue HMC» ayant son siège à Capellen, 82, route d'Arlon, pour l'exercice de son activité du service d'hébergement appelé «Beggenger Haus 2», situé à Luxembourg, 16, rue Nothomb.

L'agrément provisoire est valable jusqu'au 31 décembre 2001 au plus tard.

L'agrément provisoire est enregistré sous le numéro 9901/5.

Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse. – Services pour personnes handicapées. – Agrément. – Par arrêté ministériel du 24 mai 2000, l'agrément provisoire a été accordé à l'organisme gestionnaire «Fondation Ligue HMC» ayant son siège à Capellen, 82, route d'Arlon, pour l'exercice de son activité du service de communication appelé «Day Center», sis à Luxembourg, 47, rue de Wiltz.

L'agrément provisoire est valable jusqu'au 31 décembre 2001 au plus tard.

L'agrément provisoire est enregistré sous le numéro 9901/6.

Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse. – Services pour personnes handicapées. – Agrément. – Par arrêté ministériel du 24 mai 2000, l'agrément provisoire a été accordé à l'organisme gestionnaire «Fondation Ligue HMC» ayant son siège à Capellen, 82, route d'Arlon, pour l'exercice de son activité du service de formation au Centre de Réadaptation, sis à Capellen, 82, route d'Arlon.

L'agrément provisoire est valable jusqu'au 31 décembre 2001 au plus tard.

L'agrément provisoire est enregistré sous le numéro 9901/7.

Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse. – Services pour personnes handicapées. – Agrément. – Par arrêté ministériel du 24 mai 2000, l'agrément provisoire a été accordé à l'organisme gestionnaire «Fondation Ligue HMC» ayant son siège à Capellen, 82, route d'Arlon, pour l'exercice de son activité du service d'hébergement appelé «Bastenduerfer Haus», sis à Bastendorf, 1, Härebiergerstrooss.

L'agrément provisoire est valable jusqu'au 31 décembre 2001 au plus tard.

L'agrément provisoire est enregistré sous le numéro 9901/8.

Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse. – Services pour personnes handicapées. – Agrément. – Par arrêté ministériel du 29 mai 2000, l'agrément provisoire a été accordé à l'organisme gestionnaire «Coopérations asbl» ayant son siège à Wiltz, 10, rue de la Montagne, pour l'exercice de son activité de formation du Centre Gruberbiert, sis à Wiltz, 10, rue de la Montagne.

L'agrément provisoire est valable jusqu'au 31 décembre 2001 au plus tard.

L'agrément provisoire est enregistré sous le numéro 9904/1.

Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse. – Structures d'accueil sans hébergement pour enfants. – Agrément. – Par arrêté ministériel du 15 mai 2000 l'agrément provisoire a été accordé à l'administration communale de Differdange, pour l'exercice de l'activité «foyer de jour pour enfants» à l'adresse suivante: 5, rue de la Gare, L-4571 Oberkorn.

L'agrément provisoire a été enregistré sous le numéro 30212000.

Il est valable jusqu'au 31 décembre 2000.

Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse. – Structures d'accueil sans hébergement pour enfants. – Agrément. – Par arrêté ministériel du 2 mai 2000 l'agrément provisoire a été accordé à l'association sans but lucratif «Foyer de Jour d'Loukleppelcher a.s.b.l.» ayant son siège à Clervaux, 92, Grand-rue, pour l'exercice de l'activité «crèche» à l'adresse suivante: 92, Grand-rue, L-9711 Clervaux.

L'agrément provisoire a été enregistré sous le numéro 10142000.

Il est valable jusqu'au 31 décembre 2000.

Santé. – Art de guérir. – Par arrêté ministériel du 31 mai 2000 Monsieur le Dr Michel *Perlau*, né le 28 juillet 1954, a été autorisé à exercer la profession de médecin-spécialiste en médecine du travail au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 31 mai 2000, Monsieur Max *Riewer*, né le 12 juillet 1969, a été autorisé à exercer la profession de médecin-dentiste au Luxembourg.

Santé. – Art de guérir. – Par arrêté ministériel du 2 juin 2000, Madame le Dr Anne *Belin-Bourgogne*, née le 9 mai 1966, a été autorisée à exercer la profession de médecin-spécialiste en psychiatrie au Luxembourg.

Indigénat.

(Publication prescrite par la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise)

Recouvrements

– Par déclaration de recouvrement faite le 07.04.2000 devant l'officier de l'état civil de la commune de Niederanven, en conformité de l'art. 45 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame BAUSCH Anne, épouse CATANI Dominique Nello, née le 21.05.1926 à Luxembourg, demeurant à Senningerberg, a recouvré la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration de recouvrement faite le 30.12.1999 devant l'officier de l'état civil de la commune de Luxembourg, en conformité de l'art. 45 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame BERRENS Elisabeth Marie Jeanne, née le 26.05.1951 à Elisabethville (République Démocratique du Congo), demeurant à Lebach/Saarland (Allemagne), a recouvré la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration de recouvrement faite le 10.02.2000 devant l'officier de l'état civil de la commune de Luxembourg, en conformité de l'art. 45 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame RIES Marianne Elisabeth Marguerite, épouse BUXANT Michel Gaston Ghislain, née le 14.11.1955 à Epinois (Belgique), demeurant à Chapelle-lez-Herlaimont (Belgique), a recouvré la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration de recouvrement faite le 28.12.1999 devant l'officier de l'état civil de la commune de Troisvierges, en conformité de l'art. 45 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame STIRN Albertine, épouse DUPREZ Norbert, née le 22.09.1941 à Clervaux, demeurant à Troisvierges, a recouvré la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

– Par déclaration de recouvrement faite le 02.05.2000 devant l'officier de l'état civil de la commune de Luxembourg, en conformité de l'art. 45 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame WESTER Marie Anne Jacqueline Andrée, veuve LAJOURNADE Jean Pierre Henri, née le 03.07.1934 à Trier (Allemagne), demeurant à Luxembourg, a recouvré la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.